

LES NOUVELLES 31

Journal de la Fédération de Haute-Garonne du Parti Communiste Français - Prix 1,30 €



USA :

le retour des années Reagan et Bush et de la suprématie des Républicains, en France l'appel au rassemblement du PCF et de son candidat potentiel doit être entendu

La victoire de Donald Trump, vécue ici comme une surprise, confirme les succès électoraux des Républicains ces dernières années et les difficultés profondes du Parti démocrate face aux déceptions des promesses non tenues d'Obama et des scandales autour d'Hilary Clinton associé à Wall Street et au mépris de la classe ouvrière. Le camp démocrate n'a pas entendu le message de Sanders et du retour du mot socialisme aux États Unis. C'est le plus gros parti des États-Unis qui remporte l'élection aujourd'hui, sur fond de racisme et de rejet des communautés noires, hispaniques, arabes et asiatiques, de discours musclés et guerriers, de protectionnisme et de l'affirmation d'une Amérique blanche et chrétienne.

Ce qui domine est un sentiment d'inquiétude pour ce grand pays face à la démagogie et au retour des années Reagan et Bush junior. Ce résultat, ce retour vers le passé, n'augure rien de bon pour le peuple américain, dont la moitié ne vote plus. Les «hommes blancs en colère», ces laissés de côté, ces populations désarmées par la mondialisation capitaliste, les délocalisations et la précarité, et qui ont voté massivement pour Trump, seront une fois de plus trompés par le candidat des milliardaires américains.

Pour la paix et le progrès social dans le monde, cela va aggraver les difficultés de milliards d'êtres humains.

En France, cela conforte le message porté par le PCF, par Pierre Laurent et André Chassaigne de la nécessité d'un rassemblement à gauche sur des bases claires pour faire face au danger de la victoire de la droite sous pression

du Front National. Il faut que tous les candidats possibles à gauche, comme l'ont affirmé les communistes dans leur choix d'un candidat communiste à la présidentielle qui porte fort ce message, reprennent l'idée qu'ils peuvent se retirer pour travailler à la construction d'une candidature unique d'une gauche porteuse de politiques de progrès social, tournant la page du quinquennat d'Hollande/Valls.

L'heure n'est plus au débat sur les personnes ou les noms, aux égos disproportionnés mais sur la démarche politique, sur le travail avec tous sans cadre figé, sur l'élaboration d'un pacte d'engagements commun. Il faut respecter tous ceux à gauche qui se retrouvent dans le rejet de l'expérience gouvernementale pour éviter le scénario américain à notre pays.

PierreLacaze

Secrétaire départemental du PCF



Réunion départementale des communistes : compte rendu de la conférence nationale du 5 novembre 2016

On y va...

- **22 novembre hommage à George Ségué**

N° 315 - 11 novembre 2016

La victoire de Donald Trump sonne comme un sérieux avertissement en France et en Europe

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis marque la victoire des logiques de peur et de haine. Cette élection est le symptôme d'une société américaine malade d'elle-même. Ceux qui pensaient voter « anti-système » ont élu un milliardaire qui a su détourner leurs colères des véritables causes et responsables de la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, et qui a ouvert les vannes de la division d'un pays déjà gangrené par un racisme structurel. En flattant un orgueil nationaliste démesuré, Trump a excité les passions les plus vives. Son élection ouvre une période sombre pour les Américains et aggravera les tensions internationales nourries par la politique étrangère américaine et l'OTAN.

La victoire de Donald Trump sonne comme un sérieux avertissement en France et en Europe. La responsabilité des forces de gauche et de transformation sociale est de mettre un coup d'arrêt net à l'avancée des populismes et des extrêmes droites. Elles doivent unir leurs forces pour mettre fin aux politiques d'austérité et au pouvoir des marchés et institutions financières qui péminent les souverainetés populaires et nationales, et détournent les richesses produites du développement humain, social et écologique. Ouvrir la voie à de réelles politiques de progrès et justice sociales, d'égalité et de solidarité, conditions de l'édification d'un monde de paix, est la seule alternative viable au capitalisme financier dominant



NL31

3000 Distribution

Machines à café à capsules
Machines à grains
Distributeurs automatiques de boissons
Gestion totale
Mise à disposition gratuite

33 Avenue du Gers - 31270 Frouzins
Contact : 06 03 22 39 69
3000distribution@orange.fr

LAVAZZA Distributeur autorisé
et Lavazza Blue Lavazza Espresso Point

Public Imprim
Midi-Pyrénées Impression

Midi-Pyrénées Impression s'est associé à Public Imprim pour étoffer ses services

Création - Impression offset et numérique

1, allée Marc Saint-Saëns - BP 73657
31036 Toulouse cedex 1
T. 05 61 44 11 12 - F. 05 61 40 07 52

www.public-imprim.fr

la renaissance librairie

Librairie de la Renaissance

1, allée Marc St-Saëns
BP 73657
31036 Toulouse
Cedex 01
Métro Basso-Cambo
Tél. 05 61 44 16 32
Fax 05 62 14 10 07
librairie.renaissance@wanadoo.fr

LES NOUVELLES 31

Bimensuel départemental du Parti Communiste Français

1, allée Marc Saint-Saëns - 31100 Toulouse - Tél. : 05 61 31 61 31
E-mail : lesnouvelles31@orange.fr - Directeur de la publication : Boris Audigier
Gérante : Josette Suradi. Rédactrice en chef : Dominique Satgé
Comité de rédaction : Monique Durrieu, Frédéric Mouchant, Arnaud Daimé, Delphine Miquel, Marlène Versey, Monique Marconis, Xavier Lambert, Théo Aubin. Photo : D.R.
CPPAP n°0920 187 131 - Dépôt légal, à parution
Imprimerie : Public Imprim Midi-Pyrénées Impression, 1, allée Marc St-Saëns 31100 Toulouse. Tél. : 05 61 44 11 12 - 966 500 084 R.C.S. Toulouse.
Service publicité : AMC - BP 73657-31036 Toulouse - Tél. : 05 61 44 54 12

JE CHOISIS UNE VRAIE MUTUELLE

0 actionnaire
0 dividende
100% solidaire

mutami
Le lien solidaire

Agences

Mutuelle Santé SIREN 776 950 677

- 70, bd Matabiau (Pont des Minimes), BP 7051
31069 Toulouse Cedex 7 - Tél. 0810 131 111* (*Tarif en vigueur)
- 56-58, rue Matabiau (métro Jeanne d'Arc) 31000 Toulouse - Tél. 05 34 66 60 20
- 10, passage du Ségala 31770 Colomiers - Tél. 05 34 55 30 45

Centre Optique SIREN 443 073 242

- 70, bd Matabiau (Pont des Minimes), BP 7051 - 31069 Toulouse Cedex 7 - Tél. 05 62 73 33 70
- 1, rue Lavigne - 31700 Blagnac - Tél. 05 34 60 63 25

Scannez-moi avec le lecteur de codes 2D de votre téléphone

www.mutami.fr

50 ans

MUTAMI est une mutuelle à but non lucratif. G. Lure & Co. Code de la mutualité - IF - BREV 7100007

Une université d'automne réussie maintenant préparons la suite



Les 14 et 15 octobre la huitième édition de l'Université d'Automne du PCF 31 s'est déroulée à la fédération. Plus de 70 camarades y ont participé, avec des débats assez variés sur l'Europe, la BCE et l'euro, l'énergie, le rôle et la place du travail dans notre société, et la question migratoire. Ce fut une réussite, et l'on constate que les camarades sont en demande de formation, aussi un collectif formation s'est mis en place à la suite de cette Université et les camarades qui sont intéressés pour y participer et organiser les

prochaines formations sont invités à le faire savoir auprès de leurs secrétaires de section ou à la fédération, afin d'être informé des prochaines dates de réunion.

J'en profite pour remercier tous les camarades qui ont participé à la réussite de ces 2 jours de formation dans une ambiance studieuse et fraternelle à la fois, mais aussi l'ensemble des intervenants, et tous ceux qui ont participé à son organisation notamment à l'organisation et la préparation du repas.



Les milliards de l'évasion fiscale au cœur des élections de 2017



Luc Ripoll candidat dans la 4^e circonscription

Beaucoup, beaucoup de monde aux différentes rencontres avec Les frères Bocquet à Toulouse. Hommes politiques de terrain, militants engagés et décidés à faire bouger les lignes. Auteurs de rapports parlementaires sur les paradis fiscaux, ils ont décidé de poursuivre leurs missions sur la piste des « SANS DOMICILE FISC ». Évasion, optimisation fiscale, fraude font perdre entre 50 et 100 milliards d'euros au budget de la France chaque année et 1000 milliards à l'Europe. Conséquences de la lutte molle de nos gouvernements, l'école, la culture, l'hôpital, la justice, les équipements publics, les collectivités perdent des moyens pour répondre aux besoins des citoyens. Cette austérité qui mine l'État gangrène la démocratie, ouvre la porte aux extrémismes. Et si l'on passait des paroles aux actes, proposent Alain et Éric qui ont imaginé un livre mobilisateur, un livre citoyen, au-dessus des positions partisans. Les deux auteurs préconisent des mesures directes concrètes pour la France, l'Europe, pour le Monde. Objectif : réorienter la finance dans le droit chemin, au service des peuples.

Ce sera tout le sens de notre campagne aux élections législatives de 2017.



Pierre Lacaze et Christian Picquet intervenant à la Conférence Nationale du PCF

Conférence Nationale

du 5 novembre 2016



discuté. Leurs arguments sont : ne pas diviser un peu plus les forces de gauche, c'est un rassemblement, même si on n'y trouve pas totalement notre place, il est trop tard pour entrer en campagne, le risque d'un faible score. Mais beaucoup dénoncent en même temps les divergences de programme, ainsi que la façon d'agir de JLM, et son côté anti-communiste.

Les partisans de la 2^e option (choix d'un candidat de rassemblement communiste) argumentent également : sans candidat, on ne pèse pas dans le débat pour faire entendre aux autres forces la nécessité du rassemblement ; refus du cadre imposé de la France Insoumise (étiquette politique obligatoire et rattachement financier des candidats aux législatives) ; JLM refuse le dialogue avec les forces politiques que nous voulons rassembler (partis, syndicats, associations) ; contradiction entre soutien à JLM et positionnement de nos candidat-e-s aux législatives, source d'incompréhension pour les électeurs. Désaccord de fond sur les moyens de prendre le pouvoir sur la finance, déclarations inadmissibles sur l'immigration, l'international, l'Europe...

Le discours de Pierre Laurent le midi a été perçu comme flou, soutenant JLM tout en parlant de rassemblement possible avec Montebourg, de choix évolutif... Au cours de la journée, les applaudissements pour les partisans du choix 2 étaient de plus en plus nourris.

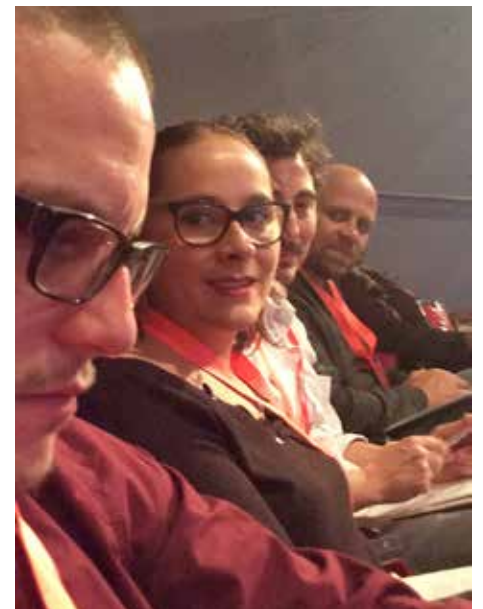
Le vote s'annonçait serré. Finalement, une nette avance (55,69 %) pour une candidature PCF avec possibilité de la retirer pour une

candidature unique sur la base d'un accord autour du pacte d'engagement commun. Ce n'est donc pas un signe de repli sur soi, c'est une volonté de rassemblement réel et non de ralliement.

J'espère que le vote des adhérents confirmera le choix de la conférence nationale et qu'on s'engagera rapidement dans la campagne tout en continuant à travailler à un large rassemblement sur un pacte d'engagements commun, car la victoire de Trump confirme le risque réel d'une victoire du FN au 2^e tour en France.

 **Mélaine Quillot**

Déléguée à la Conférence nationale



Vendredi 4 novembre à midi on apprend par les radios que Pierre Laurent se prononce pour le soutien à Jean-Luc Mélenchon. On se demande alors ce qu'on est venu faire à Paris, si notre secrétaire national se prononce une fois de plus en aval du vote des délégués de la conférence. Malgré tout, la conférence se déroule dans un climat serein, près de 60 % des interventions allant dans le sens de l'option 1 à savoir le soutien à JLM mais les arguments sont ressentis comme faibles y compris par certains partisans de cette option avec qui j'en ai

Consultation es rencontres

eur de chaque camarade l'envie de faire, l'envie de déplacer des montagnes, l'envie de donner un prolongement politique aux cris qui s'expriment en eux face à l'injustice de la situation actuelle. Oui, le coeur des communistes est grand. Je sais leurs questionnements et leurs doutes, je sais aussi leur incroyable force militante, leur engagement sans borne et leur force inépuisable quand il s'agit de défendre

 **PierreLaurent**

Toulouse mobilisation avec les familles pour rendre l'argent aux toulousains

Conseil Municipal du 21 octobre 2016

Vœu du Groupe Communiste, Républicain et Citoyen relatif à un fonctionnement optimum de la petite enfance comme priorité de la ville.

Vœu présenté par Monique Durrieu

Depuis décembre 2014, les structures collectives municipales d'accueil du jeune enfant (multi-accueils et haltes garderies) font face à de multiples difficultés liées au non-remplacement des professionnels absents. Les agents de terrain voient sans cesse leur planning horaire modifié, ils sont dans une insécurité et une imprévisibilité préjudiciable à l'accueil du jeune enfant et à l'équilibre de leur vie professionnelle et personnelle. Les équipes d'encadrement sont quotidiennement appelées à remplacer les personnels absents, passant du ménage à la cuisine à la présence auprès du tout petit au détriment de leurs missions de manager de proximité. Les enfants n'ont plus de figure d'attachement pourtant nécessaire à leur développement et à leur sécurité psychique et doivent s'adapter à un défilé incessant de nouveaux visages.

Les familles s'étonnent de tous ces changements d'adultes mais, voyant l'énergie déployée par les équipes pour que leur enfant soit le mieux accueilli possible, elles composent et font avec. Le pool d'agents titulaires remplaçants, obtenu suite à un mouvement de grève de 80 % des professionnels de la di-

rection petite enfance, initialement prévu pour pallier aux absences courtes et prévisibles ou non, a vu son action détournée. Les 25 agents recrutés sont d'ors et déjà affectés au remplacement d'agents en arrêt maladie de longue durée.

Dans ce secteur en tension, la suppression du Régime Indemnitaire pour les agents contractuels a un impact évident. En effet, dans ces champs d'activité où l'offre d'emploi est supérieure à la demande, se voir proposer de 150 à 400 euros de plus pour les mêmes missions dans les villes limitrophes nuit à l'attractivité de la Mairie de Toulouse. L'année scolaire débute donc avec un effectif de professionnels négatifs pour la majorité des structures collectives ce qui crée de grandes tensions dans les équipes des structures collectives et nuit à l'accueil serein des petits toulousains.

A ce manque de personnel dans les structures collectives se rajoute la mise en place brutale de périodes de fermeture des crèches familiales, sans concertation avec les assistantes maternelles ou avec les familles. Le statut des assistantes maternelles se voit transformé sans validation préalable par la CTP. Certaines

assistantes maternelles à court de jours de congés pour faire face à cette décision arbitraire se sont vues proposer de poser des congés sans solde. Les familles d'enfants accueillis en crèche familiales ont été avisées des fermetures du pont du 1er novembre et de Noël fin Septembre. Pour certaines, isolées et sans relais familial sur place, il s'agit maintenant de s'organiser dans l'urgence pour trouver une solution d'accueil par leurs propres moyens puisqu'aucun relais n'est prévu par la Direction Petite Enfance.

C'est pourquoi le Conseil municipal de Toulouse, réuni le 21 octobre 2016, demande au Maire de Toulouse :

- Le recrutement urgent de 50 agents (en plus des jurys de recrutement déjà planifiés) Petite enfance ATSEM et auxiliaires de puériculture pour que le fonctionnement normal des structures et que l'accueil des jeunes toulousains soient effectifs.
- Les fermetures décalées des structures collectives et familiales pour assurer la continuité du service public et répondre aux besoins des familles toulousaines.

Conseil Municipal du 21 octobre 2016

Vœu du Groupe Communiste, Républicain et Citoyen relatif à l'emploi de l'excédent budgétaire constaté dans le compte administratif 2015

Vœu présenté par Pierre Lacaze

Le compte administratif 2015 de la Ville de Toulouse révèle un résultat excédentaire de plus de 62 millions d'euros, dont un excédent de plus de 57 millions d'euros sur le budget fonctionnement. Cela confirme ce que les élus du groupe CRC avaient souligné depuis plusieurs mois : la bonne santé financière de notre ville.

De plus, lors du dernier congrès des Maires, le Président de la République a annoncé que la baisse des dotations aux communes et intercommunalités passerait de deux à un milliard d'euros en 2017. Il a également annoncé la reconduction et l'augmentation du fonds exceptionnel de soutien à l'investissement pour les communes en 2017 ainsi que le report à une date indéterminée de la réforme de la DGF.

Le résultat du compte administratif confirme donc bien, dans ce contexte, le caractère ex-

cessif de l'augmentation de 15 % des impôts locaux de la ville effectuée au mois d'avril 2015.

De même, l'augmentation des tarifs municipaux (transports, CLAE, cantine, équipements sportifs, etc.) ne peut plus se justifier, ni la politique de non-remplacement des départs en retraite des agents de la ville, qui compromet le bon fonctionnement des services publics locaux, notamment dans les secteurs scolaires et de la Petite Enfance.

Les associations toulousaines, qui ont subi une baisse importante de leurs subventions, ne comprendraient pas, elles non plus, que les choses restent en l'état compte-tenu du résultat affiché par le compte administratif 2015.

Tout comme les usagers des services publics municipaux ne comprendraient pas la fermeture de certains équipements de quartier,

comme celui de la piscine Ancely ou de la piscine Pech-David, au nom d'économies de fonctionnement.

C'est pourquoi, le Conseil Municipal de Toulouse, réuni le 21 octobre 2016, décide au vu du résultat du compte administratif 2015 :

- de mettre fin au non-remplacement des départs à la retraite des agents de la Ville,
- d'embaucher les personnels manquants dans les services Éducation, Sports, Espaces Verts et de la Petite Enfance, pour répondre aux besoins de la population,
- de maintenir l'ouverture de l'ensemble des équipements culturels et sportifs de la ville, avec les piscines Ancely la Pech David.
- d'augmenter de 12 % les subventions aux associations afin de compenser la baisse subie en 2015.

La Fédération du PCF de Haute-Garonne
vous invite à l'hommage rendu au Toulousain

Georges Séguy

Membre du Bureau politique du PCF de 1956 à 1982

Secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982

avec la participation de

Pierre Lacaze

secrétaire Départemental du PCF

Cédric Caubère

secrétaire Général de l'UD CGT

Mardi 22 novembre 2016

12h30 sur l'esplanade Georges Séguy

à Toulouse, salle Jean Mermoz

18h00 à la Bourse du Travail

19 place Saint-Sernin

en présence de membres de sa famille
et de leurs témoignages



Interrogeons-nous !

Quand nous disons : « reprenons le pouvoir aux vrais responsables de la crise, les puissances de l'argent et de la finance », ne faudrait-il pas développer davantage où se situe la source du dit pouvoir ? Bien sûr créer « un pôle public bancaire avec la nationalisation de la BNP-Paribas et de la Société générale » est une condition majeure de la prise de pouvoir envisagée.

Cependant le passé ne nous a-t-il pas montré que cela pouvait se révéler très insuffisant, pas seulement à cause des conditions de gestion, mais aussi par la non-maîtrise sur ce qui fait que ce qui est à gérer existe : l'organisation du travail et la propriété de l'outil de production ?

En outre, parler de « la crise » sans plus, laisse facilement courir sa représentation en une sorte de fatalité se propageant à la manière d'un microbe non identifié.

Pourtant ce qui doit gagner les consciences, n'est-ce pas que l'évolution capitaliste s'est faite de crises en crises, notamment de surproduction de marchandises (d'où le recours aux guerres - semées « comme la nuée sème l'orage »), ou/et, de suraccumulation monétaire, à l'instar de la crise qui enfle actuellement (il est « attendu » (!) qu'elle soit pire que jamais) ?

Pourtant ce qui doit gagner les consciences, n'est-ce pas que seul le communisme peut permettre d'en finir avec ces cataclysmes-là ?

Néanmoins, notre militantisme actuel permet-il que les idées populaires sur le communisme s'émancipent des matraquages réflexifs agissant dès l'école ?

Exemple. Un de nos axes d'action, est intitulé : « Une France protectrice et solidaire ».

L'expression est bien dans l'air du temps, et donc se comprend, sans même y penser.

Mais, songeant à notre conception de la souveraineté populaire, on peut en venir à trouver la formulation plutôt clivante : la France, au-dessus de son peuple, le protège et le solidarise ?

Faisons-nous nôtre, la vision d'une « classe politique » et des Français qui vaquent à leur quotidien apolitique, c'est-à-dire sans passé ni futur ? Quand on parle « protection sociale » et « services publics », il ne peut s'agir seulement de mesures mettant fin à l'austérité budgétaire, mais, aussi, de remettre en perspective historique la reconnaissance de cette part de communisme, toujours vécue et vivable, qui a été instituée par l'organisation de la Sécurité Sociale et la définition du premier Statut général de la Fonction publique. C'était dans le cadre de la Constitution de 1946. De Gaulle l'avait rejetée et, lorsqu'il fut remis en piste à la faveur des agissements de colonialistes et de réactionnaires de tout poil, il s'employa d'arrache-pied à la corrompre.

Le travail de sape fut bien facilité par la (sa) Constitution de 1958, mais la culture ouvrière étant ce qu'elle était, il fallait y aller relativement doucement et précautionneusement.

Aujourd'hui, en apparence, on pourrait aller vite.

C'est ainsi que certains, comme NKM et les droites, veulent « limiter le statut de la fonction publique à quelques fonctions régaliennes ».

Quel (le) réactionnaire ne rêve pas d'en finir avec les choses comme celle-là : un statut généré par du communisme à la française ?

Turquie :

Arrestation de Selahattin Demirtas une déclaration de Pierre Laurent



Ces arrestations interviennent après les emprisonnements, le 30 octobre, des co-maires de Diyarbakir, et après des mois de guerre meurtrière et destructrice imposée aux peuples kurdes. De plus, les bureaux du HDP ont été investis et mis à sac dans une mise en scène médiatique de sinistre mémoire.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan franchit une nouvelle étape dans l'établissement de la dictature. Ces arrestations anéantissent l'État de droit qui pouvait encore exister, et les institutions, et musellent l'opposition démocratique.

A la main tendue des Kurdes, R.T. Erdogan répond par la terreur et une guerre civile perpétuelle.

R.T. Erdogan piétine depuis des années la démocratie et les droits humains dans le silence complice de la France et de l'Union Européenne. Cela ne peut plus durer. Paris et Bruxelles doivent immédiatement prendre des sanctions contre ce régime liberticide.

Je veux au nom du Parti communiste français exprimer toute ma colère et ma plus vive indignation après les arrestations et l'incarcération ce 4 novembre 2016 des co-présidents du HDP: Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag. Onze autres parlementaires connaissent le même sort.

J'appelle tous les démocrates à se mobiliser et à amplifier la campagne «#StopErdogan!»

J'invite les élus à soutenir leurs homologues emprisonnés ou menacés. Il y a un mois je me suis engagé à parrainer officiellement S. Demirtas. Son arrestation ne fait que renforcer notre mobilisation.

Le PCF exprime sa solidarité totale à tous les députés du HDP, à ses militantes et militants, aux populations kurdes terriblement inquiètes.

Le PCF appelle à la libération immédiate de tous les démocrates, intellectuels, journalistes actuellement écroués et à se joindre aux rassemblements de protestation qui se dérouleront dans toute la France samedi 5 novembre 2016 et dans les jours qui suivront.

 **Pierre Laurent**

*Secrétaire national du PCF et Président du Parti de la Gauche européenne,
Paris, le 4 novembre 2016.*

